

**JULIEN AZARIO
(1890-1972)
SECRÉTAIRE PRINCIPAL DE POLICE
MONTLUC/CELLULE 134
(VERS LE 22 JUIN-3 AOÛT 1944)
JUSTE PARMIS LES NATIONS
PAR
FRÉDÉRIC DUGAD**

Julien Azario et son frère étaient nés à Souk Ahras en Algérie, où leurs parents, originaires d'Italie, étaient venus s'installer dans les années 1880. Julien vit le jour, plus précisément, le 15 mars 1890.

L'immigration italienne vers l'Algérie avait été très importante dans ces années-là, du fait, notamment, de nombreuses crises sociales qui avaient secoué le pays, souvent réprimées sévèrement. Ainsi, de nombreux Italiens partirent aux États-Unis, au Brésil, en Argentine ; à cette période, près de 500 à 900 Italiens arrivaient chaque année en Algérie et en Tunisie. En Algérie, la plus grande part des Italiens étaient pêcheurs. Mais dans la région de Souk Ahras, c'étaient plus particulièrement des gisements de fer et de phosphate qui attiraient pour le travail. Cependant, en Algérie, le père de Julien Azario, Jacques Second Pierre Delphin, était, quant à lui, entrepreneur de travaux publics.



Julien Azario en 1926

Depuis 1851, il était permis à la population euro-étrangère d'acquiescer la nationalité française au terme de 10 ans de résidence sur le sol, un délai raccourci à 3 ans avec le sénatus-consulte de 1865. Ainsi, les parents de Julien Azario avaient pu être naturalisés français dès 1895¹.

Entre 1875 et 1885 la région de Constantine avait développé ses voies ferrées et, notamment, en 1881 la ligne Duvivier, vers Souk Ahras, et, en 1884, celle de Souk-Ahras vers la Tunisie². En 1900, la municipalité de Souk Ahras comptait déjà un millier d'Italiens.

Un peu plus tard, Julien Azario s'installa, avec ses parents et son frère, en Tunisie, à Ghardimaou (canton de Souk el Arba). Comme son frère, il y fut appelé pour son service militaire, mais finalement réformé pour raisons médicales. Au début de la Première Guerre mondiale, il s'engagea volontairement pour toute la durée de la guerre. Affecté au contrôle civil de Sousse dans la 14^{ème} section de C.O.A. (Commis et ouvriers d'administration), il fut placé en sursis d'appel au titre de la police de Lyon le 16 mai 1916.

Peu après, à Lyon, Julien eut une fille de Catherine-Ferdinanda Davito, prénommée Caroline Annita³.

Principalement secrétaire de police à Lyon, Azario le fut jusqu'à la fin de sa carrière. Ce poste de secrétaire de police n'était pas celui d'un secrétaire administratif mais celui d'un adjoint de commissaire, c'est-à-dire qu'il était à la fois officier de Police judiciaire et le supérieur des inspecteurs sous-chef, des inspecteurs et des inspecteurs principaux⁴. À ce titre, également avant-guerre, il a pu contribuer à la résolution d'affaires de droit commun, notamment en menant parfois, lui-même, des interrogatoires.

¹ État signalétique de service du Frère Pierre Paul Jean Azario.

² Étude : « L'Émigration Italienne de 1830 à 1914 - Causes, conditions et conséquences socio-économiques », par Claude Llinares et Danielle Lima-Boutin (Rencontres 2008).

³ Sa fille épousa Jean Fragnay. Ce dernier fut inspecteur de police, et résistant au *Camp Didier*.

⁴ SLHP (Société lyonnaise d'histoire de la police).

Grâce à ce poste de secrétaire de police, pendant la guerre, Azario eut la possibilité de faire des faux papiers pour d'autres. Bien sûr, il ne fut pas le seul dans la police à le faire ; à Dijon, par exemple, notamment à la préfecture, des collègues agirent de même. À Lyon, il y a également les secrétaires Pierre Coton⁵ et Roger Trouillet⁶, et, par ailleurs, l'inspecteur Gaston Pichon⁷. Mais la particularité d'Azario, c'est qu'on sait déjà, de façon sûre, qu'il l'a fait plus spécifiquement pour des Juifs. Afin de mieux comprendre ses actions pendant la guerre, il faut connaître plus en détail son parcours, notamment comme policier.

Il commença sa carrière de policier en 1916, comme gardien de la Paix à Lyon. Le 22 août 1920, il fut nommé inspecteur de police dans l'agglomération lyonnaise⁸. La même année, il devint effectivement secrétaire de police. Entre 1920 et 1923, il fut secrétaire du commissaire Jules-Éloi Bride au commissariat de Villeurbanne-Charpennes. En avril 1923, il passa au commissariat Saint-Louis du 7^{ème} arrondissement de Lyon, auprès du commissaire Joseph Henri Bois, jusqu'à la fin des années 20. Très rapidement, dans les années qui suivirent son entrée dans la police, il devint également secrétaire général du Syndicat lyonnais des secrétaires et inspecteurs de Police⁹. Son action syndicale s'illustra notamment par une présence régulière au côté de l'adjoint Biron au maire de Lyon, dans la commission consultative mixte de la circulation. Dans cette commission, en tant que secrétaire général de la police à Lyon, il représenta le préfet. À ce titre, il eut publiquement l'occasion d'exprimer le manque d'effectifs à Lyon où, dit-il, il n'y avait que 29 secrétaires pour 105 inspecteurs, alors qu'à Marseille il y en avait 72 pour 250¹⁰.

Au début des années 30, du moins entre 1931 et 1934, il fut secrétaire au commissariat de Lyon-Perrache, auprès du commissaire Pierre-Marie Marin. Régulièrement, parallèlement à ses postes fixes dans ces commissariats successifs, depuis le début de sa carrière, Azario fut secrétaire du commissaire de permanence, place Antonin-Poncet. Il le fut auprès du commissaire Bride, en 1926, auprès du commissaire Louis Pujol, plusieurs fois entre 1932 et 1934, auprès du commissaire Robert Coutenceau¹¹, en avril 1938, et, en 1940 à plusieurs reprises, auprès du commissaire Camille-Eugène Bastian. Puis, il devait croiser à nouveau Robert Coutenceau au commissariat de Lyon-États-Unis, au moins jusqu'en juin 1940. En août 1940, il a été à nouveau secrétaire du commissaire Bastian, mais cette fois au commissariat de Saint-Just (5^{ème} arrondissement de Lyon). À ces différents postes, il eut notamment à gérer des affaires d'homicides, de vols, d'accidents.

Parallèlement, de 1925 à 1934, probablement du fait, entre autres, de son excellente maîtrise de l'arabe, Azario devint secrétaire général du comité pour la protection des travailleurs nord-africains, organisme dit « privé », présidé par l'adjoint d'Édouard Herriot au 7^{ème} arrondissement de Lyon, Monsieur Peillod¹². Dans cette structure, Azario était secondé par plusieurs Arabes¹³. Cet organisme, soutenu par le maire de Lyon Édouard Herriot¹⁴, avait déjà son équivalent dans d'autres régions de France. Il avait plusieurs missions : aider à trouver du travail et à intégrer des populations indigènes, gérer le flux migratoire, éventuellement tenter de canaliser les « dangers politiques », recenser et identifier. Peillod avait demandé à ce qu'Azario ait, pour ce comité, une décharge de 3 heures quotidienne de son travail de secrétaire de police.

En même temps, avec Peillod, il fut aussi responsable du « comité franco-italien » qui, créé en 1926, était destiné à favoriser l'acculturation des Italiens à la langue française et aux us et coutumes¹⁵.

5 Pierre Coton, entré dans la police (Sécurité publique) en mars 1943, fut, par ailleurs, résistant. Entré dans la Résistance en juin 1943, d'abord au Maquis de Bellegarde-sur-Valserine, avec les M.U.R, il y fit du renseignement et des faux papiers, puis, entre novembre 1943 et septembre 1944, agent des Forces françaises combattantes, il servit dans le cadre du réseau Gallia, d'abord en tant qu'agent P1, puis comme agent P2, à partir de mars 1944. Dans le Réseau, son pseudonyme était Patrick et il était agent du groupe Police. Parallèlement à ces activités clandestines, il conserva son poste de secrétaire de police jusqu'à la date de son arrestation par la Milice, le 12 mai 1944. Interrogé pendant plusieurs heures entre le 12 et le 17 mai 1944, il fut finalement remis au dépôt de Lyon Saint-Jean le 17 mai 1944, puis détenu à la prison Saint-Paul de Lyon du 17 mai au 6 juillet. Jugé en correctionnelle le 6 juillet 1944, lors de son procès il reconnut la fabrication de deux cartes d'identités. Condamné à 1 mois de prison, malgré son jeune âge, il n'avait que 22 ans, il n'avait rien révélé de ses activités de résistant. Finalement interné à Saint Paul pour fabrication de faux papiers, après sa sortie de prison et avant la Libération, il ne put reprendre son métier de policier mais continua ses activités de résistance. Selon le Maréchal Juin, il transporta notamment un pli très important pour la Résistance entre Paris et Lyon. Bien sûr, sa condamnation fut annulée après la Libération.

6 Roger Jean Trouillet était né le 11 février 1920 à La Mulatière. Également secrétaire de police, il fut aussi arrêté par la Milice le 11 avril 1944, pour fabrication de fausses cartes d'identités et résistance. Successivement interné à l'Alcazar, siège de la Franc-Garde de la Milice, puis à Collonges-au-Mont-d'Or, il fut remis au dépôt de Saint-Paul le 16 mai 1944, puis interné à la prison Saint-Paul de Lyon. Jugé par le tribunal correctionnel de Lyon en audience publique le 13 juillet 1944, après s'être présenté volontairement et avoir demandé à être jugé le jour même, il fut condamné rétroactivement à 40 jours d'emprisonnement et à quarante francs et vingt centimes d'amende, pour avoir établi plusieurs fausses cartes d'identité et avoir lui-même fait usage d'une fausse carte, mais libéré le jour même.

7 Gaston Marc Émile Pichon était né quant à lui le 29 juillet 1918 à Onans (Baume-les-Dames). Inspecteur de police et résistant, il fut aussi jugé par le tribunal correctionnel de Lyon en audience publique le 20 juillet 1944, pour avoir fabriqué des fausses cartes d'identités. Condamné à trois mois d'emprisonnement et aux dépens de quatre-vingt-trois francs et vingt-cinq centimes, sa peine fut annulée le 23 mai 1945.

8 *Journal officiel* du 27/08/1920.

9 *Le Salut Public* du 28/08/1925.

10 Idem.

11 Robert Coutenceau, arrêté par la Gestapo le 22 novembre 1943, déporté à Buchenwald, y est décédé. Agent P1 du NAP/Police, il a été reconnu comme Juste parmi les nations, pour avoir sauvé des Juifs.

12 Émile Peillod fut adjoint du 7^{ème} arrondissement de Lyon, de 1913 à 1934, époque où il n'y avait pas de maire d'arrondissement.

13 Notamment : Bel Hadj (qui était muezzin et secrétaire-adjoint), et le chef religieux Si Othman, *Lyon républicain* du 17/05/1933.

14 Édouard Herriot, président du Parti radical pendant plusieurs années entre 1920 et 1935, fut maire de Lyon du 3 novembre 1905 au 20 septembre 1940, puis, après-guerre, du 18 mai 1945 au 26 mars 1957.

15 « *Le Visage diversifié de l'immigration dans le 7^{ème} arrondissement de Lyon* », par Jean-Luc de Ochandiano.

En 1934, lorsque fut créé un organisme plus officiel, le Service nord-africain, qui dépendait directement de la préfecture et qui faisait suite au comité, Azario en fut le responsable. Il était alors sous la direction de Paul Julliard, commissaire de police spéciale adjoint¹⁶, puis du commissaire divisionnaire de police spéciale Joseph-Jules-Raimond Sévène¹⁷. Au début, ce Service était implanté au commissariat de la place Jean-Macé¹⁸, avec un bureau d'accueil des Algériens au commissariat de permanence 6, place Antonin-Poncet¹⁹. En mars 1935, la nouvelle adresse du Service était 46, quai Gailleton²⁰. Ce qui était présenté comme la principale activité du Service était le placement des Algériens sans emploi et l'attribution de bons de soupe. Azario reprit Bel Hadj²¹ comme assistant, qu'il avait déjà au comité. En janvier 1936, sans aucun doute surtout pour son travail dans ce Service, il reçut la médaille d'honneur de la police. En décembre 1936, à la fois Sévène et Azario furent toutefois remerciés et l'activité avait été finalement confiée à l'Office de placement.

Au sortir de cette expérience, en janvier 1937, Azario fut nommé secrétaire du chef de la Sûreté de Lyon, Louis-Marcel Foëx. Ce qui ne l'empêcha pas, en dépit, ou peut-être à cause de la dureté du quotidien de son travail, y compris l'année suivante, d'être présent comme exposant au Salon des humoristes de Lyon qui eut lieu au Studio Berger. Azario était aussi dessinateur et sculpteur. Il fut secrétaire général de la Société des humoristes lyonnais qui rassemblait dessinateurs, sculpteurs, littérateurs et chansonniers. En 1939, il fut promu d'officier d'Académie à Lyon, « pour services rendu aux arts »²². En 1940 et en 1946, il participa au Salon d'automne de Lyon, où il se faisait appeler Zaza.

On retrouve Azario, en 1941, détaché au bureau nord-africain de la 1^{ère} division de Sathonay « pour identifier les Allemands infiltrés dans les convois de prisonniers nord-africains rapatriés »²³. Ensuite, au moins en 1942, il est secrétaire de police au commissariat Saint-Jean²⁴, commissariat central de Lyon, où se trouve notamment le Petit-dépôt. Au moins à partir de 1943, il est chef de la brigade nord-africaine de la police de Sûreté de Lyon, quai Fulchiron²⁵. Selon toute vraisemblance, très à l'opposé des dérives de la même brigade à Paris, dont Jean-Marc Berlière a écrit qu'elle était qualifiée de « Gestapo montmartroise » et qu'elle entretenait « des liens étroits avec la rue Lauriston, dont les agents fréquentaient les mêmes bars de Montmartre »²⁶. En octobre 1943, Azario, en tant que chef de la brigade, et pour la mise en place d'un foyer rattaché à la brigade, obtint, une aide financière du conseil départemental²⁷ (créé quelques mois auparavant). Ce foyer devait contenir un restaurant, une cuisine, une salle de lecture, une bibliothèque, une salle de prière, un cabinet médical, un vestiaire et un service administratif²⁸.

Il est possible que nombre de juifs d'Algérie soient passés voir Azario, probablement comme ce fut le cas auprès de la brigade de Paris, qui pouvait déjà, avant l'abrogation du décret Crémieux²⁹, leur « établir les documents administratifs qui leur étaient nécessaires en métropole ». Au-delà des personnes dont nous savons déjà qu'il les a aidées, il a pu (comme occasionnellement la brigade Parisienne), surtout lorsque les juifs d'Algérie perdirent leur nationalité française, parfois tenter de faire passer des juifs pour des musulmans, en leur délivrant de fausses cartes. Même si, pour ce dernier point, il est fort peu probable que cela ait vraiment pu fonctionner.

En février 1943, il fut promu secrétaire principal de Police à Lyon.

16 « Des Algériens à Lyon – De la Grande Guerre au Front populaire », par Geneviève Massard-Guilbaud, Paris, L'Harmattan, 1995.

17 Idem.

18 Idem.

19 Idem.

20 Idem.

21 Idem.

22 Un journaliste qui avait relevé la rareté du personnage et le contraste étonnant entre activité artistique et policière avait écrit : « Accordons le brevet d'originalité à un agent de police de Lyon, M. Azario. Plus étonnant que le douanier Rousseau, il est à la fois peintre et sculpteur. » *Le Journal* du 06/10/1940.

23 *Policier sous Vichy. Obéir, Résister?*, par Michel Salager SLHP (Société lyonnaise d'histoire de la police).

24 Témoignage de Anne Levy-Binik au comité français pour Yad Vashem.

25 *Rapport et délibération du Conseil départemental du Rhône*, 14/05/1943-27/10/1943.

26 *Polices des temps noirs-France 1939-1945*, par Jean-Marc Berlière, Paris, Éditions Perrin, 2018, pages 149-152.

27 Le Conseil départemental alloue une aide de 100.000 francs et l'État donne une aide de 150.000 francs au Foyer.

28 Session ordinaire du 27/10/1943 du Conseil départemental, *Rapport et délibération du Conseil départemental du Rhône*, 14/05/1943-27/10/1943.

29 Daté du 24 octobre 1870, ce décret attribua d'office la citoyenneté française aux « Israélites indigènes des départements d'Algérie ». Il fut abrogé par un décret du Gouvernement de Vichy, en date du 7 octobre 1940.



Portrait du Frère Benoît,
par Julien Azario
(in Bulletin de l'Association des rescapés
de Montluc, N°10-mai 2015)

Au poste qu'il avait, pendant l'Occupation, Azario sauva plusieurs juifs. Ainsi, il aida Jean et André Boccara, quand ils furent arrêtés lors d'une manifestation contre Pétain, à Lyon le 14 juillet 1942³⁰. Plus tard, le 11 novembre 1942³¹, Jean et André ayant été à nouveau interpellés, Azario les fit libérer³². La troisième fois où Azario vit André et Jean, « il leur a dit, ainsi qu'à une centaine d'autres prisonniers qu'il avait réunis : *Je ne veux plus vous voir ! Je vais détruire vos fiches ! Changez d'adresse ! Foutez-le camp !* »³³.

Il aida aussi d'autres membres de la famille Boccara et de la famille Cohen. Sous l'Occupation, les choses avaient commencé à vraiment mal tourner pour Élie Boccara et son beau-frère Armand Cohen lorsque, pour le commerce de tapis d'Orient d'Élie, qui se trouvait 18, place Bellecour et le commerce Armand (fabrication et vente de manteaux, écharpes et vêtements en fourrures)³⁴, qui se trouvait 6, rue de l'Hôtel-de-Ville, fut nommé, le même administrateur provisoire, Charles Halm, qui était aussi milicien³⁵ ; en mars 1943, pour le premier commerce, en mai 1943, pour le second³⁶. Tandis que les enfants d'Élie, Mireille et Robert, de leur côté, avaient eu à subir des comportements racistes au sein de leur école, à Lyon.

Des années après, quand Mireille Boccara écrivit son livre, elle souligna combien elle était encore sidérée que son père et son oncle Armand Cohen n'aient pas écouté les nombreux signaux d'alerte qui avaient précédé les jours les plus fatidiques et n'aient pas profité des possibilités qu'ils auraient pu avoir de partir. Mais son père avait trop confiance en la France pour envisager le pire.

L'administrateur Halm fit expulser Armand, son épouse Jeanne et leur fille Nicole de chez eux. Tous trois furent alors hébergés place Tolozan, chez Élie, sa femme Inès et leurs trois enfants : Mireille, Robert et Dario. Étonnement, le 19 novembre 1943, Halm prévint Élie que la Gestapo allait passer à son appartement pour le réquisitionner et l'arrêter avec les siens. Tous allèrent, le soir même, se réfugier chez Lucienne et Charles Khenaffou, des amis qui habitaient rue Sainte-Catherine. Mais le lendemain, 20 novembre, Élie ayant décidé de retourner à son appartement pour récupérer des affaires, Armand l'accompagna, ainsi que Mireille, Inès, Dario, Robert et Jeanne. La Gestapo étant là, Mireille, Inès, Dario, Robert et Jeanne réussirent à sortir par la porte de service, ce qui ne fut pas le cas d'Élie et d'Armand, qui furent arrêtés. Leurs femmes et enfants rejoignirent les Khenaffou, dans l'attente de trouver une cache. C'est alors que Jacques Boccara (frère de Élie), qui connaissait Julien Azario depuis l'époque où ils étaient tous deux en Tunisie, lui parla de Nicole, Inès et Mireille, pour qu'ils leur établissent des faux papiers. Des fausses cartes d'identité furent fabriquées au nom de Boucard pour Inès et sa fille Mireille, et au nom de Guetta, pour la tante Jeanne Esther Cohen. Ensuite, munies de ces faux documents, ils purent se dissimuler chez Lucienne³⁷ et Charles Khenaffou à Lachapelle-sous-Chanéac (Ardèche), jusqu'à la Libération, sans être inquiétées. Armand, interné dans les locaux de la Gestapo (avenue Berthelot), y avait été assassiné quatre jours après l'arrestation. Des années plus tard, sa famille découvrit qu'il faisait partie du Réseau *Brutus*. Élie, quant à lui, d'abord interné à Montluc, puis transféré à Drancy, fut déporté par le convoi n°63, parti de Bobigny le 17 décembre 1943 vers le camp d'Auschwitz. Transporté à Swietochlowice,³⁸ il serait mort en 1945 pendant « une marche de la mort ».

A un moment, André et Jean Boccara décidèrent de s'engager pour combattre les Allemands jusqu'à l'issue de la guerre³⁹.

30 *Vies Interdites*, par Mireille Boccara, Collection Témoignage de la Shoah, Paris, Éditions Le Manuscrit, 25 novembre 2005.

31 Idem.

32 Idem.

33 Idem.

34 Le 17 février 1944, dans le journal *Le Salut Public*, alors qu'Armand Cohen a été assassiné depuis plusieurs semaines, et que ses proches sont cachés en Ardèche, le Commissariat général aux Questions juives (CGQJ), l'administrateur Halm, le notaire Pariset et le commissaire-priseur Michel font une annonce de vente du fonds de commerce, en le décrivant comme appartenant à Armand Cohen.

35 Archives nationales, cote AJ38-5496.

36 Armand Cohen, pour ce commerce, avait d'abord eu un autre administrateur provisoire, de février 1942 à mai 1943/Georges Debourcieu (AN, cote AJ38-5492).

37 Lucienne Khenaffou sera reconnue Juste parmi les nations par le comité français pour Yad Vasshem.

38 *Vies Interdites*, par Mireille Boccara, Collection Témoignage de la Shoah, Paris, Éditions Le Manuscrit, 25 novembre 2005.

39 Idem.

Anne Binik bénéficia également de l'aide de Julien Azario. Née en Pologne en janvier 1920, avant-guerre, elle était d'abord allée s'installer avec ses parents, à Malines, en Belgique. En juillet 1942, elle fut arrêtée dans une rue, en Belgique, puis relâchée grâce aux faux papiers qu'elle avait eus par un autre biais. Elle et ses parents se réfugièrent alors en France, Anne à Lyon, eux à Vatan (près de Châteauroux). Arrêtée quelques mois plus tard, lors d'une rafle de Juifs à Lyon, elle se présenta comme non-juive, grâce à ses faux papiers elle fut libérée. Errant près de la gare, elle retrouva une amie qui connaissait Édouard Parnot⁴⁰. Anne Binik put être cachée, hébergée, nourrie par lui. Un jour, alors qu'elle voulait obtenir un sauf-conduit pour aller voir ses parents, elle se rendit au commissariat de Saint-Jean dont elle dépendait. « Monsieur Azario », témoigne-t-elle, « gentiment me l'a donné, et avec grande bienveillance m'a suggéré que si jamais j'avais besoin d'aide, je pouvais venir le trouver. Chose qui n'est pas tombée dans l'oreille d'une sourde, et à mon retour, je suis allée le trouver en lui apportant un canard et une plaquette de beurre. Après cela, j'allais le voir de temps en temps jusqu'au jour où, ayant besoin d'un sauf-conduit pour mes parents qui étaient en danger là-bas, je me suis carrément ouverte à lui et je lui ai demandé s'il pouvait faire quelque chose. Ce à quoi il m'a répondu que, il se doutait depuis le début que j'étais juive, mais que puisque je lui avais fait confiance, il ferait le nécessaire pour nous sauver tous les trois. »⁴¹ Ensuite, il a procuré à chacun des membres de la famille Binik des cartes d'alimentation et leur a indiqué la marche à suivre pour pouvoir s'en sortir. Il leur a aussi fourni des faux papiers. À Anne Binik, il avait fourni d'abord des faux papiers comme ressortissante française et, après le débarquement allié et l'occupation de la zone sud, des faux papiers comme Algérienne, au nom de Annie Beaugard, née le 01/01/1920 à Ain Beida (département de Constantine, en Algérie).



Dernière fausse carte d'identité établie par Azario pour Anne Binik

Qu'est-ce qui a poussé Azario à aider ces personnes ? Est-ce parce que certaines étaient proches d'Édouard Herriot, alors que lui-même devait s'en sentir en proximité, ayant été aidé et soutenu par lui et par son adjoint Émile Peillod, lors de ses activités au sein du comité ? Est-ce que le déclencheur fut l'arrestation d'Édouard Herriot, en 1942 ? Est-ce le fait, pour certains, qu'il ait connu un de leurs proches en Tunisie, comme ce fut le cas pour les Boccara et les Cohen ?

Est-ce le fait que le préfet du Rhône, Émile Bollaert, sous l'autorité duquel il fut de 1934 à 1940, était également un proche de Herriot (Il en fut chef de cabinet quand celui-ci était, auparavant, ministre et président de la Chambre des députés, et de surcroît Bollaert refusa de prêter serment à Pétain et fut de ce fait démis de ses fonctions, avant de devenir également résistant dès 1941) ? Est-ce le fait qu'il fut le secrétaire d'un commissaire, Robert Coutenceau, qui s'engagea dans la Résistance et aida également des juifs ? Est-ce le fait d'avoir eu un frère qui s'impliqua fortement, comme soldat, en 14-18, au point d'être gravement blessé lors de l'opération Projector et d'être cité à l'ordre du régiment en 1918 pour avoir « manifesté dans plusieurs circonstances critiques du courage et du sang-froid dans des opérations dangereuses » ? Ou est-ce par simple et naturelle compassion, dont la cause n'avait pas forcément à voir avec des contacts antérieurs, comme peut le laisser penser son aide à Anne Binik ?!

Et d'ailleurs, saura-t-on jamais le nombre total de juifs qu'il a aidé ?!

C'est le 22 juin 1944, qu'Azario fut arrêté par les Allemands de la Gestapo, à son travail, au commissariat des Affaires nord-africaines, quai Fulchiron. Un des paradoxes c'est que, lui qui fut critiqué à plusieurs reprises pour ses actions au Service des Nord-Africains, par les communistes, et ce dès 1925⁴², fut suspecté de communisme, par les autorités de la période d'occupation allemande. Il fut interné à la prison de Montluc, dans la cellule 134, qui se situait au 1^{er} étage, dans l'aile gauche, à une cellule des escaliers menant au rez-de-chaussée. Sur le point d'être fusillé, il fut libéré, le 3 août 1944 par la volonté de Philippe Pino⁴³, que Julien Azario vit pour la première fois le jour de sa libération⁴⁴. Pino fit cela, notamment, sous

⁴⁰ Édouard Parnot fut reconnu Juste parmi les nations le 2 décembre 1991, par le comité français pour Yad Vashem.

⁴¹ Témoignage de Anne Binik auprès du comité français pour Yad Vashem.

⁴² L'auteur, Geneviève Massard-Guilbaud, va jusqu'à écrire qu'il y avait mis en place des pratiques pour lutter contre le communisme.

⁴³ Chef du service de renseignement « Politique » du P.P.F. à Lyon (depuis début 1944), chef du service de renseignement « Politique » du P.P.F., pour toute la zone sud, et adjoint de Joseph Serre (responsable national du S.R « Politique » du P.P.F.), après avoir été gardien de la Paix, puis chef du service de renseignement « Politique » du P.P.F. à Nice.

⁴⁴ Audition de Julien Azario du 26/09/1946 (Archives nationales).

la pression du Cheik Ammou Missoun ben Mohamed⁴⁵ et d'une pétition des Arabes de Lyon. Ammou Missoun dut insister auprès de Pino pour dire que Julien Azario n'était pas communiste. Par ce geste, Pino a-t-il aussi espéré instrumentaliser Julien Azario ? D'après les dires de Ammou Missoun, le chef du S.R « politique » du collaborationniste Parti populaire français (P.P.F.) de Lyon avait la volonté de réunir sous son égide, en une seule association, la brigade nord-africaine, le Service de renseignement des Nord-Africains (place Morand) et le Contrôle des travailleurs nord-africains. Mais Julien Azario résista, ce projet ne vit pas le jour !⁴⁶



*Julien Azario
après avoir pris sa retraite de la police
(Société Lyonnaise d'Histoire de la Police)*

Mireille Boccara raconte qu'après la Libération, avec ses frères elle est allée voir Julien Azario dans son bureau du commissariat de la place Antonin-Poncet. « Comment remercier un homme qui nous a épargné le pire ? » écrit-elle, « Il n'y a pas de mot. Il est aussi ému que nous. Il nous sourit. Dans ses yeux brillent une flamme de tendresse. Petit, un peu ventru, des cheveux très noirs, il nous ouvre les bras, il nous serre contre lui, il nous embrasse un peu à la façon de Papa. »⁴⁷.

Le 1^{er} février 1945, Azario fut finalement muté de la police judiciaire de Lyon. Il finit par prendre sa retraite de la police le 15 mars 1945, avant de contracter un emploi de traducteur-juré, de langue arabe, au tribunal de grande instance de Lyon⁴⁸. Parallèlement, il continua à pratiquer le dessin et la sculpture et à exposer notamment au salon d'automne de Lyon. Il décéda le 30 mars 1972.

En 1993, à l'initiative de Mireille Boccara et de Anne Binik, Julien Azario fut reconnu Juste parmi les nations par le comité français pour Yad Vashem.

45 Ammou Missoun était vice-président avec Azario de l'Association culturelle et de bienfaisance des Nord-Africains.

46 Audition de Ammou Missoun du 20/10/1944 (Archives nationales).

47 *Vies Interdites*, par Mireille Boccara, Collection Témoignage de la Shoah, Paris, Éditions Le Manuscrit, 25 novembre 2005.

48 *Policier sous Vichy. Obéir, Résister ?* par Michel Salager, SLHP (Société lyonnaise d'histoire de la police).